

 **Ministère de l’Environnement**

**Evaluation mi-parcours du projet de « renforcement du système de gestion de déchets solides en Haïti (municipalités de Ouanaminthe et de Jérémie) »**

**Termes de référence**

**Janvier 2021**

# INTRODUCTION

Ce document présente le mandat pour l’évaluation à mi-parcours du projet intitulé « Renforcement du système de gestion de déchets solides en Haïti », mis en œuvre par le bureau du Programme des Nations Unies pour le Développement en Haïti (PNUD Haïti) en collaboration avec le Ministère de l’Environnement (MDE) dans les municipalités de Ouanaminthe et de Jérémie. Ce projet, financé par le Gouvernement du Japon, a démarré en mars 2018 et prendra fin en mars 2023. Il veut contribuer à l’amélioration des conditions de vie des populations ciblées sur l’ensemble du territoire national à travers la gestion appropriée des déchets solides et du coup contribuer à l’atteinte de l’objectif 11 de développement durable en particulier. Cet examen à mi-parcours fait partie du plan d’Evaluation du Bureau pour le Programme de Pays 2017-2021. Il devrait durer 30 jours ouvrables maximum au cours de la période allant du 1er Avril au 30 Mai 2021.

# HISTORIQUE ET CONTEXTE

Avec la croissance démographique accélérée, l’exode rural massif et l’aggravation constante de la situation socio-politico-économique du pays, Haïti connaît une urbanisation grandissante et incontrôlée de ses villes, générant une pression sur les services urbains existants et favorisant l’expansion des quartiers précaires. Il en résulte une production importante de déchets solides dans les espaces urbains, une pollution multiple et croissante ainsi que des problèmes récurrents d’assainissement, d’hygiène et de santé publique. Cette réalité est aggravée notamment par l’absence d’un schéma d’aménagement territorial approprié, les carences de l’Etat qui n’arrive pas à faire appliquer les règlementations existantes, et le manque d’infrastructures et de services de gestion de déchets solides. Ainsi, les problèmes liés aux éléments physiques (de la pré-collecte à l’élimination) et à la gouvernance de la gestion des déchets solides (la coordination du secteur et le développement de synergie entre les acteurs) deviennent de plus en plus difficiles à solutionner dans le pays. Cette situation généralisée présente une menace pour les principaux facteurs de croissance économique potentielle du pays tels que le tourisme et les investissements étrangers. Face à ces défis, le gouvernement haïtien a sollicité et reçu un financement du gouvernement Japonais pour mettre en œuvre le projet de renforcement du système de gestion des déchets solides (GDS) en Haïti. Ce dernier est exécuté conjointement par le Ministère de l’Environnement (MDE) et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Il veut apporter une contribution axée sur la mise à disposition d’une assistance technique au MDE/SNGRS pour la définition d’une stratégie durable en matière de GDS sur la base du cadre juridique en vigueur et, d’autre part, d’un appui direct aux municipalités de Ouanaminthe et Jérémie en termes de GDS.

# DESCRIPTION DU PROJET

En mettant en œuvre le projet de renforcement du système de gestion des déchets solides en Haïti, le PNUD et ses partenaires se proposent de contribuer à l’amélioration des conditions de vie des populations ciblées sur l’ensemble du territoire national à travers la gestion appropriée des déchets solides et du coup contribuer à l’atteinte de l’objectif 11 de développement durable en particulier. Ce dernier appelle à « faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables » et prévoit à sa cible 11.6 de « réduire l’impact environnemental négatif des villes par habitant, y compris en accordant une attention particulière à la qualité de l’air et à la gestion, notamment municipale, des déchets », d’ici à 2030. Le projet adoptera une approche multidimensionnelle basée sur une meilleure gestion environnementale et l’intégration équitable des femmes et des hommes dans la planification et la prise de décision susceptibles de contribuer à l’amélioration des cadres de vie. Il sera mis en œuvre principalement dans les municipalités de Ouanaminthe et de Jérémie durant la période allant de Mars 2018 à Mars 2023.

Le PNUD capitalisera sur sa longue collaboration avec l’État haïtien et sa solide expérience en matière d’aménagement du territoire, d’appui à la gouvernance, de recherche de synergie et de concertation entre acteurs, pour mettre en œuvre efficacement les activités du projet et atteindre ces trois principaux résultats :

1. Une stratégie durable en matière de gestion des déchets solides, tenant compte des sexospécificités et sur la base du cadre juridique en vigueur, est définie;
2. Les capacités sont renforcées en matière de gestion des déchets solides dans les municipalités de Ouanaminthe et de Jérémie ;
3. Des infrastructures critiques innovantes pour la gestion des déchets solides sont mises en place et facilitent le développement économique inclusif et équitable.

Le projet est articulé autour de trois composantes distinctes mais complémentaires et interdépendantes :

* **La composante 1** mettra à disposition du MDE/SNGRS et d’autres parties prenantes une assistance technique pour la définition d’une stratégie durable en matière de GDS. Le projet réunira les acteurs autour d’une plateforme de consultation et de réflexion sur le cadre juridique en vigueur. Le secteur universitaire et le grand public seront impliqués à travers la conduite de recherche et d’une campagne d’éducation et de plaidoyer sur la problématique de la GDS en Haiti.
* **La composante 2** instaurera un mécanisme communautaire, efficace et sensible à la dimension du genre pour renforcer les capacités internes des municipalités. Cela passera par le développement et l’implémentation d’un programme de renforcement des capacités basé sur les besoins identifiés avec les communautés et les autorités et parties prenantes locales afin d’établir une communauté plus respectueuse du principe des 4R : Réduire, Réutiliser, Récupérer et Recycler les déchets.
* **La composante 3** facilitera le développement économique et l'amélioration du cadre et des conditions de vie de façon inclusive et équitable dans les municipalités partenaires. Elle sera implémentée à travers la conduite des études préalables et la mise en place et l’opérationnalisation de services et d’infrastructures de GDS. L’établissement et le renforcement de structures locales de gestion des services et infrastructures permettront de mettre en place une stratégie de sortie participative et durable.

|  |
| --- |
| **INFORMATIONS DE BASE SUR LE PROJET** |
| **Titre du projet** | Renforcement du système de déchets solides en Haïti (municipalités de Ouanaminthe et de Jérémie)  |
| **Numéro d’Identification Atlas** | 00099802 |
| **Corporate outcome and output** | Les institutions nationales, régionales et locales ainsi que la société civile améliorent la gestion des zones urbaines et rurales, de l’agriculture et de l’environnement, ainsi que les mécanismes de prévention et de réduction des risques, afin d’améliorer la résilience de la population aux catastrophes naturelles et aux changements climatiques. |
| **Pays** |  **Haïti** |
| **Région** | **RBLAC** |
| **Date de signature du document de projet** | 1er Mars 2018 |
| **Dates du Projet** | **Début: Mars 2018** | **Achèvement prévu: Mars 2023** |
| **Budget du Projet** | **$US 8 530 967** |
| **Sources de fonds** | **Gouvernement du Japon : $US 8,030,967****TRAC du PNUD : $US 500,000** |
| **Partenaire de mise en œuvre[[1]](#footnote-1)** | **Ministère de l’Environnement (MDE/SNGRS)** |

# OBJET, PORTÉE ET OBJECTIFS DE L’ÉVALUATION

En se basant sur les stratégies de contrôle d’exécution du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et particulièrement l’Unité Résilience, cette évaluation à mi-parcours sera réalisée pour apprécier l’état d’avancement du projet et proposer des mesures de redressement si nécessaire. Cette évaluation intermédiaire se fera en fonction des directives pour la conduite d’examen à mi-parcours des projets mis en œuvre par le PNUD

## 3.1.- Objectif général

L’évaluation à mi-parcours appréciera les progrès accomplis au regard des objectifs et résultats du projet tels qu’énoncés dans le document de projet, et mesurera les preuves tangibles de réussite ou d’échec de ce dernier, de manière à définir les changements à opérer pour s’aligner sur les résultats escomptés. L’examen à mi-parcours examinera aussi la stratégie du projet et les risques concernant sa durabilité.

## 3.2.- Objectifs spécifiques

De façon spécifique, l’évaluation doit fournir une revue stratégique de la performance du projet à date en :

* Evaluant la mise en œuvre du projet par rapport aux résultats attendus et aux résultats atteints ;
* Appréciant les progrès accomplis au regard des objectifs ;
* Évaluant la pertinence des actions du projet ;
* Évaluant le niveau de satisfaction des parties prenantes du projet et des bénéficiaires au regard des résultats escomptés ;
* Formulant des recommandations précises en vue d’accélérer / de réorienter la mise en œuvre du projet ;
* Identifiant les bonnes pratiques et les leçons à tirer des réussites et des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du projet ;
* Evaluant l’efficacité de la mise en œuvre du projet.

Les principales recommandations issues du rapport de l’évaluation doivent tenir compte des progrès réalisés dans le cadre de l’implémentation du projet jusqu’au moment de l’évaluation, des leçons apprises (apprentissage), des défis et des difficultés auxquels le projet se trouve confronté. Cet examen à mi-parcours devra se pencher également surla manière dont l’intervention a cherché à renforcer la capacité des institutions bénéficiaires impliqués dans la GDS et intégrer l’égalité des sexes dans les efforts de développement.

# CRITERES ET QUESTIONS -CLÉS DE L’ÉVALUATION

Lors de l’évaluation du projet, l’exercice tiendra compte des aspects suivants :

***Pertinence***

Ce critère s’applique à la conceptualisation et à la conception du projet. Il évalue le degré de conformité d’une initiative de développement et de ses produits ou effets escomptés aux politiques et priorités nationales et locales et aux besoins des bénéficiaires visés. La pertinence tient également compte de la mesure dans laquelle l’initiative en question répond au plan institutionnel du PNUD et aux priorités de développement humain en matière d’autonomisation et d’égalité des genres. Qui plus est, la pertinence concerne la concordance entre la perception de ce qui est nécessaire selon les planificateurs de l’initiative et la réalité de ce qui est nécessaire du point de vue des bénéficiaires cibles. Ce critère englobe également la notion de réactivité, c’est-à-dire la capacité de réponse adéquate du PNUD aux priorités et aux besoins évolutifs et émergents en matière de développement. Un autre aspect important consiste à déterminer si les défis auxquels le projet était censé apporter des réponses étaient clairement définis, si ses objectifs étaient réalisables et si la relation entre les objectifs, les produits, les activités et les apports liés au projet était manifeste, logique et proportionnée compte tenu du contexte, des ressources disponibles et des délais fixés.

***Efficacité***

Ce critère mesure le degré de réalisation des résultats escomptés (produits ou effets) de l’initiative ou l’importance des avancées enregistrées au titre de la réalisation des produits et des effets souhaités.Un autre aspect à prendre en compte au titre de ce critère est la mise en œuvre et la performance opérationnelle du projet, une attention spéciale devant être accordée aux apports des donateurs en termes de qualité, de quantité et de respect des délais impartis ainsi qu’à l’incidence de ces facteurs sur le calendrier d’exécution du plan de travail et sur les modalités de gestion globale du projet.

***Efficience***

Ce critère mesure la manière dont les ressources ou les apports (tels que les fonds, les compétences et les délais impartis) sont convertis en résultats de façon rentable. Une initiative est efficiente lorsqu’elle utilise les ressources de manière appropriée et économiquement viable pour générer les produits souhaités. L’efficience est importante pour s’assurer que les ressources disponibles ont été utilisées à bon escient et mettre en évidence des usages plus efficaces de ces mêmes ressources. Certains aspects doivent être pris en considération à cet égard : *(i)* le rapport qualité-prix de certaines dépenses considérables envisagé selon une perspective comparative en tenant compte du contexte, des résultats escomptés et des options disponibles ; *(ii)* la qualité de la mise en œuvre et son exécution dans les délais impartis ainsi que la réactivité du projet compte tenu des objectifs, des produits, des activités et des risques ; *(iii) le* rôle de l’assistance internationale, notamment en termes de financement, de communication stratégique et de coordination générale.

***Durabilité***

Ce critère évalue dans quelle mesure les avantages liés à l’initiative perdurent après l’arrêt de l’aide externe au développement. L’évaluation de la durabilité exige d’appréhender la présence de conditions sociales, économiques, politiques, institutionnelles et autres favorables et d’effectuer, sur la base de cette évaluation, des projections sur les capacités nationales à maintenir, gérer et garantir les résultats du développement à l’avenir.

L’évaluation doit permettre d’attribuer à chacun de ces critères une cote de performance définie de la manière suivante :

Pour évaluer la pertinence :

* Pertinent (P) **(2)**
* Non pertinent (NP**) (1)**

Pour évaluer l’Efficacité :

* Hautement satisfaisant (HS) **(6)** : le projet n’a pas présenté de lacune dans la réalisation de ses objectifs en termes de pertinence, d’efficacité ou d’efficience.
* Satisfaisant (S) **(5)** : le projet n’a présenté quelques lacunes mineures.
* Modérément satisfaisant (MS) **(4)** : le projet a présenté des lacunes modérées.
* Modérément insatisfaisant (MI) **(3)** : le projet a présenté des lacunes importantes.
* Insatisfaisant (I) **(2)** : le projet a présenté des lacunes majeures dans la réalisation de ses objectifs en termes de pertinence, d’efficacité ou d’efficience.
* Hautement insatisfaisant (HI) **(1)** : le projet a présenté de graves lacunes.

Pour évaluer l’Efficience :

* Hautement satisfaisant (HS) **(6)** : le projet n’a pas présenté de lacune dans la réalisation de ses objectifs en termes de pertinence, d’efficacité ou d’efficience.
* Satisfaisant (S) **(5)** : le projet n’a présenté quelques lacunes mineures.
* Modérément satisfaisant (MS) **(4)** : le projet a présenté des lacunes modérées.
* Modérément insatisfaisant (MI) **(3)** : le projet a présenté des lacunes importantes.
* Insatisfaisant (I) **(2)** : le projet a présenté des lacunes majeures dans la réalisation de ses objectifs en termes de pertinence, d’efficacité ou d’efficience.
* Hautement insatisfaisant (HI) **(1)** : le projet a présenté de graves lacunes.

Pour évaluer la Durabilité :

* Probable (P) **(4)** : risques négligeables en matière de durabilité
* Modérément probable (MP) **(3)** : risques modérés en matière de durabilité
* Modérément improbable (MI) **(2)** : risques significatifs en matière de durabilité
* Improbable (I) **(1)** : risques graves en matière de durabilité

De plus, les évaluations du PNUD doivent aborder la manière dont l’intervention a cherché à renforcer l’approche basée sur les droits et l’intégration de la dimension genre.

Les questions ci-dessous sont présentées selon les critères d’évaluation requis par le PNUD :

En évaluant la **pertinence**, l’équipe d’évaluation tentera de répondre aux questions suivantes :

* Dans quelle mesure le projet est-il conforme au mandat du PNUD, aux priorités nationales et aux besoins prioritaires des bénéficiaires (hommes et femmes) ciblés ?
* Dans quelle mesure la méthode d'exécution choisie par l’équipe de projet est-elle adaptée au contexte de renforcement des capacités institutionnelles ?
* Dans quelle mesure le projet a-t-il intégré une approche fondée sur les droits humains, consistant par exemple à focaliser ou à renforcer les capacités des bénéficiaires du projet afin de leur garantir de revendiquer leurs droits ?
* Dans quelle mesure l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ont-elles été abordées dans la conception, la mise en œuvre et le suivi du projet, particulièrement par rapport aux engagements du gouvernement haïtien et du PNUD à cet égard [[2]](#footnote-2) ?

En évaluant **l’efficacité**, l’équipe d’évaluation tentera de répondre aux questions suivantes :

* Dans quelle mesure les résultats escomptés du projet ont-ils été atteints ou des progrès ont-ils été accomplis en vue de la réalisation des effets souhaités ?
* Dans quelle mesure les résultats obtenus ont-ils bénéficié au gouvernement haïtien ?
* Comment les produits correspondants fournis par le PNUD ont-ils impacté les effets et de quelle manière ne se sont-ils pas révélés efficaces ?
* Dans quelle mesure le projet a-t-il été conceptualisé, planifié et implémenté pour renforcer les capacités institutionnelles locales et nationales au niveau central et décentralisé ?
* Dans quelle mesure le projet a contribué à l’autonomisation ou aux droits des femmes ?
* Dans quelle mesure le projet a-t-il promu des changements mesurables en termes de promotion de normes, de pratiques ou de relations plus équitables entre les hommes et les femmes ?
* Le marqueur de genre attribué au projet correspond-il à la réalité du projet ?

En évaluant **l’efficience**, l’équipe d’évaluation tentera de répondre aux questions suivantes :

* Dans quelle mesure les ressources ont-elles été stratégiquement allouées afin d’atteindre les résultats du projet ?
* Dans quelle mesure les produits (outputs) du projet ont-ils résulté de l'utilisation économique des ressources ?
* Dans quelle mesure le projet a-t-il impliqué les acteurs nationaux dans la planification et la mise en œuvre du projet ?
* Comment le PNUD a-t-il encouragé l'égalité des sexes et les droits de l'homme dans la fourniture de produits ?

En évaluant la **durabilité**, l’équipe d’évaluation tentera de répondre aux questions suivantes :

* Quelles sont les mesures qui ont été prises pour assurer la durabilité du projet ?
* Dans quelles mesures les partenaires nationaux sont-ils engagés à assurer la pérennité du projet ?
* Dans quelle mesure le projet a contribué au transfert des connaissances, au renforcement des capacités et à l’appropriation locale des contreparties nationales ?

Les questions soumises dans le cadre de l’évaluation doivent être convenues entre les utilisateurs et les autres parties prenantes, et acceptées ou affinées en consultation avec l’équipe d’évaluation.

# MÉTHODOLOGIE

Conformément aux lignes directives du Programme des Nations Unies pour le Développement en Haïti (PNUD-Haïti) en matière d’évaluation, cette évaluation à intermédiaire permettra d’examiner la mise en œuvre du projet par rapport aux résultats attendus et les progrès accomplis. Pour ce faire, le consultant qui s’en est chargé doit élaborer une méthodologie suivant une approche collaborative et consultative[[3]](#footnote-3) afin d’assurer une participation active de l’équipe du projet et des partenaires de mise en œuvre.

La participation des parties prenantes est fondamentale pour la conduite de l’examen à mi-parcours[[4]](#footnote-4). Cette participation doit consister en des entretiens avec les parties prenantes qui assument des responsabilités liées au projet, à savoir entre autres : les organismes d’exécution, les hauts fonctionnaires et responsables des équipes de travail/d’activités, les principaux experts et consultants dans les domaines liés au projet, les membres du comité de pilotage du projet, monde universitaire, les autorités locales et les OCB, etc. En outre, l’évaluateur doit conduire des missions sur le terrain dans les zones couvertes par le projet (Ouanaminthe et Jérémie).

L’examen à mi-parcours doit fournir des informations fondées sur des données factuelles tangibles, fiables et utiles. L’évaluateur examinera l’ensemble des sources d’informations pertinentes, y compris les documents élaborés pendant la phase de préparation du projet (par exemple, la fiche d’identité du projet (FIP), le document de projet, les rapports de projets dont l’examen annuel de projets, la révision des budgets du projet, les documents stratégiques et juridiques nationaux, et tout autre matériel que l’évaluateur jugera utile pour étayer l’examen).

La participation des parties prenantes est fondamentale pour la conduite de l’examen à mi-parcours. Cette participation doit consister en des entretiens avec les parties prenantes qui assument des responsabilités liées au projet, à savoir entre autres : les organismes d’exécution, les hauts fonctionnaires et responsables des équipes de travail/d’activités, les principaux experts et consultants dans les domaines liés au projet, les membres du comité de pilotage du projet, les plateformes communautaires, etc.

Le rapport final d’examen à mi-parcours doit exposer en détails l’approche appliquée pour l’examen, en indiquant explicitement les raisons ayant motivé cette approche, les hypothèses de départ, les défis à relever, les points forts et les points faibles des méthodes pour l’examen. Des recommandations claires et précises devront être faites lors de cette évaluation qui seront par la suite incluses dans un plan de gestion des recommandations du bureau.

L’évaluation devrait adopter une approche de la « théorie du changement » (TOC) pour déterminer les liens de causalité entre les interventions que le PNUD a appuyées et les progrès réalisés dans la réalisation des résultats escomptés aux niveaux national et local. Les évaluateurs élaboreront un modèle logique de la manière dont les interventions du PNUD devraient entraîner les changements attendus.

Les preuves obtenues et utilisées pour évaluer les résultats de l’appui du PNUD devraient être tirées de diverses sources, notamment des données vérifiables sur la réalisation des indicateurs, des rapports existants, des évaluations et des documents techniques, des entretiens avec les parties prenantes, des groupes de discussion, des visites de terrain.

Les approches méthodologiques peuvent inclure :

* **Une combinaison de méthodes et d’instruments** d’évaluation tant quantitatifs que qualitatifs
* **Un examen approfondi des documents pertinents,** incluant entre autres :
	+ Le document de projet et le ou les accords de contributions
	+ La théorie du changement et le cadre des résultats
	+ Les rapports d’assurance-qualité du programme et du projet
	+ Les plans de travail annuels
	+ Les fiches de planification des activités
	+ Les rapports trimestriels et annuels consolidés
	+ Les rapports de suivi orientés sur les résultats
	+ Les points saillants des réunions du comité de pilotage
	+ Les rapports de suivi technique/financier
* **Des entrevues semi-structurées** avec les parties prenantes-clé incluant la contrepartie gouvernementale, des membres de la communauté des bailleurs, des représentants d’organisations de la société civile, des membres de l’UNCT, les partenaires de mise en œuvre :
	+ Elaboration des questions d’évaluation sur la base des critères d’évaluation (la pertinence, l’efficacité, l’efficience et la durabilité) et en fonction des diverses parties prenantes à interviewer
	+ Entretiens et discussions de groupe (focus groupe) et avec des informateurs clés hommes et femmes, bénéficiaires et parties prenantes
	+ Conduite de toutes les entrevues en toute confiance et dans le respect de l’anonymat. Le rapport final d’évaluation ne devrait pas attribuer de commentaires spécifiques à des individus
* **Des enquêtes et questionnaires** incluant des participants à des programmes de développement, des membres de l’UNCT et/ou des enquêtes et questionnaires impliquant d’autres parties prenantes à des niveaux stratégiques et programmatiques
* **Des visites de terrain** et la validation sur place de résultats et d’interventions tangibles
* **L’utilisation d’une approche participative et consultative** assurant une collaboration étroite avec les responsables de l’évaluation, les partenaires de mise en œuvre et les bénéficiaires directs sera attendue de l’évaluateur
* D’autres méthodes telles que cartographie des résultats (outcome mapping), visites d’observations, discussions de groupe, etc
* L’**examen et l’analyse de données** de suivi et d’autres sources de données et de méthodes
	+ Validité, fiabilité maximale des données (qualité) à assurer. L’équipe d’évaluation assurera la triangulation des diverses sources de données

# PRODUITS DE L’ÉVALUATION (LIVRABLES)

L’évaluateur devra soumettre les livrables suivants, élaborés en langue française :

* **Un rapport initial de cadrage de l’évaluation –** Un rapport initial de cadrage doit être préparé par le consultant avant de se consacrer aux activités de collecte de données. Ce rapport doit détailler la compréhension de l’évaluateur des éléments qui sont évalués et pour quelle raison ils sont évalués, en indiquant comment une réponse sera apportée à chaque question de l’évaluation en précisant : les méthodes proposées, les sources de données proposées et les procédures de collecte des données. Le rapport initial de cadrage doit inclure un calendrier détaillé des tâches, activités et livrables. Le rapport initial de cadrage donne à l’unité concernée une opportunité de vérifier qu’ils partagent la même compréhension de l’évaluation et également de clarifier tout malentendu avant le début de la mission.
* **Projet de rapport d’évaluation –** L’évaluateur fournira un rapport préliminaire d’évaluation basé sur le modèle développé par le PNUD qui se trouve en annexe. Le PNUD et les principales parties prenantes de l’évaluation doivent examiner ce rapport préliminaire afin de veiller à ce que l’évaluation réponde aux critères de qualité requis (voir format pour le rapport final).

**« Audit trail » du rapport d’évaluation**. Les commentaires sur le projet de rapport ainsi que les modifications apportées suite à ces commentaires devraient être conservés par l’évaluateur pour montrer la manière dont les commentaires ont été pris en compte.

* **Rapport final d’évaluation**
* **Présentations aux parties prenantes et/ou au groupe de référence de l’évaluation**
* **Dossier d’Evaluation (Evaluation Brief) et autres produits de connaissance** ou participation à des activités de partage de connaissances, le cas échéant. L’évaluateur doit présenter les résultats clés lors d’une réunion avec les représentants du PNUD et du partenaire de mise en œuvre (et/ou dans un atelier de travail réunissant des représentants des parties prenantes et/ou à une réunion de comité de pilotage). Les présentations et autres supports utilisés à cette réunion seront remis au PNUD.

 Les comptes rendus de réunions et tout autre document de support seront annexés au rapport final d’évaluation

# COMPOSITION DE L’ÉQUIPE D’ÉVALUATION ET COMPÉTENCES REQUISES

L’équipe d’évaluation sera composée de deux consultants, un consultant international et un consultant national. Le consultant international sera le chef d’équipe et sera responsable de l’évaluation y compris de la soumission des livrables. Le consultant national apportera son expertise à l’évaluation. Il aura pour tâche de prendre connaissance de la documentation ; de contribuer à la compréhension du contexte de travail ; d’appuyer la planification de la mission ; d’accompagner le consultant au cours des visites aux partenaires et sur le terrain ; de traduire le créole lorsque nécessaire ; de contribuer à la préparation des rapports de réunions et à la préparation de la partie contexte du rapport d’évaluation et d’appuyer le déroulement de la mission.

Les membres de l’équipe devront être indépendants de toute organisation impliquée dans la conception, l’exécution ou le conseil ayant trait à l’un des aspects de l’intervention faisant l’objet de l’évaluation.

Lors du processus d’évaluation des offres, le PNUD se réserve le droit d’interviewer les candidats par téléphone.

**Le consultant international**

**Formation**

Niveau minimum de Master en Suivi et évaluation, Sciences de l’Economie / Sciences du développement, Sciences humaines et sociales, ou tout autre domaine connexe.

**Expérience**

* Conduite d’au moins cinq évaluations de projets ou de programmes de développement dont des évaluations de projets liés, entre autres à : la protection de l’environnement, l’autonomisation économique, la gestion de déchets solides.
* Expérience avérée dans la réalisation d’évaluations externes en suivant les démarches d’évaluation des Nations Unies (politiques d’évaluation du PNUD, normes et standards du Groupe des Nations Unies sur l’Evaluation (UNEG).
* Expérience avérée de l'évaluation des résultats en matière d'égalité des sexes et de droits humains.
* Expérience récente dans les méthodologies d’évaluation de la gestion axée sur les résultats ;
* Expérience dans l’application d’indicateurs SMART et dans le remaniement ou la validation des scenarios de départ avec un bonne capacite d’analyse ;
* Expérience professionnelle dans les pays en développement et pays ayant des contextes socio-politiques complexes.

**Compétences**

* Familiarité avec le Système des Nations Unies et particulièrement avec le PNUD.
* Expérience de travail dans des pays ayant des contextes socio-politique complexes.
* Maîtrise du français et de l’anglais ; excellente capacité en matière de rédaction de rapports ; (le rapport sera produit en français).

**Rôles et responsabilités**

* Coordonne les activités de l’évaluation et gère les interactions avec le PNUD
* Conduit et oriente le processus d’évaluation
* Développe les outils et la méthodologie détaillée de l’évaluation
* Collecte, traite et analyse les données qualitatives.
* Rédige les différents livrables et annexes de la consultation

**Le consultant national**

**Formation**

Master ou équivalent en Sciences de l’Economie, Sciences de l’environnement, Sciences du développement, Sciences humaines et sociales ou tout autre domaine connexe.

**Expérience**

* Au moins 5 ans d’expérience professionnelle dans l’évaluation de projets de développement
* Expérience récente dans les méthodologies d’évaluation de la gestion axée sur les résultats ;
* Expérience dans l’application d’indicateurs SMART et dans le remaniement ou la validation des scenarios de départ avec un bonne capacite d’analyse ;

**Compétences**

* Bonne connaissance du paysage institutionnel en Haiti et expérience solide dans les consultations des parties prenantes en Haiti.
* Bonne Connaissance du secteur de gestion de déchets solides
* Compréhension avérée des questions liées au genre ;
* Très bonne capacité d’organisation et de planification.
* Excellente aptitude à la communication : Maîtrise du français ; excellente capacité en matière de rédaction de rapports; (le rapport sera produit en français).

**Rôles et responsabilités**

* Participe au développement des outils et de la méthodologie détaillée de l’évaluation
* Appui le consultant international dans la collecte, le traitement et l’analyse des données qualitatives.
* Contribue à la production des livrables et annexes de la consultation
* Supporte le consultant international dans la préparation et l’organisation des activités de l’évaluation

Le consultant national sera responsable de planifier et d’organiser les séances de consultations des parties prenantes du projet. Le consultant national fournira un rapport d’étapes à la fin de la mission de terrain relatant ses activités avec en annexe, dans la mesure du possible, sa contribution aux différents produits. A la fin de son mandat le consultant fournira un rapport final d’activités.

Les candidats sont priés de soumettre

1. Un curriculum vitae et trois références professionnelles
2. Une brève proposition décrivant leur compréhension de la mission proposée et détaillant leur méthodologie de travail et proposant un calendrier.
3. Deux échantillons / exemples de travail réalisés susceptibles de faire la démonstration de leurs compétences linguistiques et techniques.
4. Une proposition financière et un état de leur disponibilité.

# ÉTHIQUE D’ÉVALUATION

L’évaluation sera conduite conformément aux principes formulés dans les « Directives éthiques pour l’évaluation » de l’UNEG. Le consultant devra sauvegarder les droits et la confidentialité des sources d’informations, des personnes interviewées et des parties prenantes en prenant des mesures pour garantir la conformité avec les codes pertinents, juridiques ou autres, régissant la collecte de données et les rapports sur les données. Le consultant devra aussi assurer la sécurité des informations collectées avant et après l’évaluation et l’utilisation de protocoles assurant l’anonymat et la confidentialité des sources d’informations lorsque nécessaire. Les informations et les données collectées dans le cadre d’une évaluation doivent être utilisées uniquement pour l’évaluation et non pour d’autres usages sans l’autorisation expresse du PNUD et des partenaires.

# MODALITÉS D’EXÉCUTION

L’Evaluateur international (le chef d’équipe) travaillera sous l’autorité générale du Représentant Résident du PNUD en Haïti et sous la supervision du Représentant Résident Adjoint. Il est responsable de la bonne conduite de l’évaluation et de la fourniture de tous les livrables dans les délais prévus. L’évaluateur national collaborera étroitement avec l’évaluateur international qui aura le leadership de l’évaluation.

Un Groupe de référence a été constitué pour accompagner l’évaluation. Le groupe de référence aura pour rôle d’examiner les termes de référence, le rapport préliminaire ainsi que les projets de rapports et préparera des commentaires sur les produits.

L’Unité d’appui à la gestion (MSU – Management Support Unit) aura la responsabilité de la gestion globale de l’évaluation, s’assurera de la conformité du processus avec les requis de l’organisation et effectuera le contrôle de qualité.

Le PNUD assurera les déplacements des évaluateurs et mettra à leur disposition un espace de bureau pour la tenue de certaines réunions.

Les documents clés du projet seront envoyés par le PNUD pour être examinés par l’évaluateur avant le début de la mission.

L’évaluateur international (le chef d’équipe) soumettra les différents livrables à la direction du PNUD en Haïti.

# CALENDRIER DU PROCESSUS D’ÉVALUATION

Le calendrier de mise en œuvre de l’évaluation devra nécessairement comprendre les activités suivantes :

* Etude sur dossier
* Instructions aux évaluateurs
* Finalisation de l’élaboration et des méthodes d’évaluation et préparation du rapport initial détaillé
* Préparation d’un rapport préliminaire avec les résultats clés
* Réunion des parties prenantes et présentation et examen des résultats clés (pour l’assurance qualité)
* Préparation et soumission du projet de rapport
* Préparation des commentaires
* Intégration des commentaires et finalisation du rapport d’évaluation

Les activités devront se dérouler sur une période de 30 jours ouvrables.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **ACTIVITÉ** | **NOMBRE DE JOURS** | **ÉCHÉANCIER** | **LIEU** | **RESPONSABILITÉ** |
| **Phase 1: Revue documentaire et rapport de démarrage** |
| Rencontre de cadrage avec PNUD (Gestionnaire de programme et de projet) | - | 1er Avril 2021  | PNUD ou en téléconférence  | Chef de la commission d’évaluation |
| Partage des documents essentiels à l’équipe d’évaluation | - | 1er Avril 2021 | Via email | Chef de la commission d’évaluation |
| Revue documentaire, conception de l'évaluation, méthodologie et plan de travail mis à jour, y compris la liste des intervenants à interviewer. | 5 jours | 9 Avril 2021 | À domicile | Équipe d’évaluation |
| Soumission du rapport de démarrage(15 pages maximum) | - | 9 Avril 2021 |  | Équipe d’évaluation |
| Commentaires et approbation du rapport de démarrage  | - | 16 Avril 2021 | UNDP | Chef de la commission d’évaluation |
| **Phase 2: Mission de collecte de données** |
| Consultations et visites de terrain | 15 jours | 30 Avril 2021 | En HaitiAvec des visites de terrain | Le PNUD organise les rencontres avec les OCB, le staff du projet, les parties prenantes… |
| Debriefing au PNUD et aux parties prenantes | 1 jour | 3 Mai 2021 | En Haiti | Équipe d’évaluation |
| **Phase 3: Rédaction du rapport de l’évaluation** |
| Rédaction du brouillon du rapport de l’évaluation (maximum 50 pages sans les annexes), résumé exécutif (5 pages) | 5 jours | 10 Mai 2021 | À domicile | Équipe d’évaluation |
| Soumission du brouillon du rapport de l’évaluation | - | 10 Mai 2021 |  | Équipe d’évaluation |
| Commentaires consolidés du PNUD et des parties prenantes  | - | 17 Mai 2021 | PNUD | Chef de la commission d’évaluation et la commission d’évaluation |
| Debriefing avec le PNUD | 1 jour | 21 Mai 2021 | À distance - PNUD | PNUD, commission d’évaluation, parties prenantes et équipe d’évaluation |
| Finalisation du rapport de l'évaluation, y compris les ajouts et les commentaires fournis par le staff du projet et le bureau de pays du PNUD | 3 jours | 27 Mai 2021 | À domicile | Équipe d’évaluation |
| Présentation du rapport d'évaluation final au bureau de pays du PNUD (50 pages au maximum, résumé et annexes non compris) | - |  31 Mai 2021 | À domicile | Équipe d’évaluation |
| **Estimation de la durée totale de l’évaluation** | **30** |  |  |  |

#  MODALITES DE DECAISSEMENT ET SPECIFICATIONS

Les décaissements se feront de la manière suivante :

* Versement de 30% du paiement après approbation du rapport d’initiation définitif d’examen à mi-parcours incluant la programmation des consultations avec les parties prenantes et la documentation / approche utilisées dans la planification des ateliers
* 30% après la présentation du projet de rapport d’examen à mi-parcours
* 40% après la finalisation du rapport d’examen à mi-parcours.
1. **ANNEXES DES TERMES DE RÉFÉRENCE**

Les documents suivants doivent être préparés et fournis aux évaluateurs une fois ceux-ci sélectionnés :

**Le Cadre des résultats de l’intervention et la Théorie de changement –** Fournit des informations plus détaillées sur l’intervention en cours d’évaluation. Les détails du cadre de résultats et du cadre M&E (Suivi & Evaluation), y compris les indicateurs d’effet et de produit ainsi que les cibles pour mesurer la performance et le statut d’exécution, les points forts et les points faibles de l’élaboration M&E initiale et la qualité des données générées. (Responsable Programme)

**Justification de l’évaluation**. Un document décrivant comment l’évaluation a été envisagée dans l’élaboration de l’intervention. (Responsable Programme)

**Des données globales, régionales et nationales applicables**. (Responsable Programme)

**Les directives pour la préparation du rapport initial de cadrage de l’évaluation.** Le rapport initial comprend la matrice d’évaluation et le programme des activités, les étapes et les livrables. (Responsable MSU)

**Le format requis pour le rapport d’évaluation –** Le rapport final doit inclure les éléments mentionnés dans les critères de qualité des rapports d’évaluation, y compris les résultats, les leçons apprises et les recommandations (voir mais pas obligatoirement se limiter à ces derniers) (Responsable MSU)

**Le code de conduite –** Le PNUD exige que chaque membre de l’équipe d’évaluation lise attentivement, comprenne et signe le « Code de conduite des évaluateurs dans le système des NU », qui devra être annexé au rapport d’évaluation. (Responsable MSU)

**Les Documents à consulter –** Une liste des documents importants et des pages Internet que les évaluateurs doivent lire au début de l’évaluation et avant de finaliser la conception et l’élaboration du rapport initial.

**La liste des principales parties prenantes et principaux partenaires –** Une liste des principales parties prenantes et autres partenaires devant être consultés (organisations, bénéficiaires, utilisateurs de l’évaluation, bailleurs, responsables des organisations chargées de la mise en œuvre etc.) et leur affiliation et pertinence pour l’évaluation. Cette annexe peut également proposer des sites à visiter. Elle devra servir de base pour la préparation du calendrier.

1. It is the entity that has overall responsibility for implementation of the project (award), effective use of resources and delivery of outputs in the signed project document and workplan. [↑](#footnote-ref-1)
2. Voir, par exemple, la Politique nationale pour l'égalité hommes-femmes (2014-2034), le Circulaire du Premier Ministre du 25 aout 2017 relative à l'application de la politique d’égalité Femmes-Hommes dans les actions gouvernementales et la Stratégie mondiale du PNUD pour la promotion de l'égalité des sexes. [↑](#footnote-ref-2)
3. Pour avoir des idées de stratégies et techniques novatrices et participatives concernant le suivi et l'évaluation, veuillez consulter le document [*UNDP Discussion Paper: Innovations in Monitoring & Evaluating Results*](http://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/capacity-building/discussion-paper--innovations-in-monitoring---evaluating-results/)*,* 5 Nov 2013. [↑](#footnote-ref-3)
4. Pour faire participer plus activement les parties prenantes au processus de suivi et d'évaluation, consultez le document du PNUD [Guide de la planification, du suivi et de l'évaluation axée sur les résultats du développement](http://www.undg.org/docs/11653/UNDP-PME-Handbook-%282009%29.pdf), chapitre 3, page 93 [↑](#footnote-ref-4)